

POURQUOI UN PLAIDOYER SUR LA GOUVERNANCE ET LA CORRUPTION ?



« La corruption est un élément essentiel de la sous-performance économique et un obstacle majeur à l'éradication de la pauvreté et au développement. »

KOFI ANNAN, ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

« Que l'équité coule comme de l'eau, et la justice comme un torrent intarissable ! »

AMOS 5:24

tearfund

Pourquoi un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption ?

Écrit par Graham Gordon et Melissa Lawson

Éditrice : Seren Boyd

Traduction : Prisca Wiles

Merci aux personnes suivantes pour leur aide et leurs commentaires : Abi Akinyemi, Dinatu Ayinzat, Tom Baker, Margaret Chandler, Steve Collins, Amanda Jackson, Martin Kapenda, Alice Keen, Rolando Pérez, Laura Taylor, Francis Wahome et Joanna Watson.

Photos :

Première de couverture : Jay Butcher / Tearfund

Quatrième de couverture : Geoff Crawford / Tearfund

Illustrations : Amy Levene

Conception : Wingfinger

© Tearfund 2012

Tearfund est une organisation chrétienne de développement et de secours, visant à établir un réseau mondial d'églises locales pour contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni

Pour de plus amples informations, veuillez envoyer un courriel à : team.publicpolicy@tearfund.org

Les publications de Tearfund sont disponibles sur : www.tearfund.org/tilz

D'autres ressources sur « gouvernance et corruption » sont disponibles sur : <http://tilz.tearfund.org/Research/Governance+and+Corruption>

Pourquoi un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption ?

Table des matières

	Glossaire	4
	Introduction	5
PARTIE 1	Pourquoi un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption ?	6
1.1	Qu'entendons-nous par gouvernance et corruption ?	6
1.2	Conséquences d'une mauvaise gouvernance et de la corruption	8
1.3	Que dit la Bible ?	10
1.4	Qu'est-ce qu'un plaidoyer ?	12
1.5	Peurs et difficultés	14
PARTIE 2	Comment mener un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption	15
2.1	Évaluer et contrôler les politiques, programmes et budgets gouvernementaux	15
2.2	Combattre la corruption	19
2.3	Travailler avec les parlementaires	21
2.4	S'impliquer dans les élections	23
2.5	Transparence des versements des sociétés extractives	25
2.6	Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC)	27
PARTIE 3	Prochaines étapes	29
	Organisations et réseaux utiles	30
	Autres renseignements	31

Glossaire

CNUCC	Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). Accord international sur la corruption, le plus complet à l'heure actuelle.
Corruption	Abus de pouvoir pour un gain personnel aux dépens des autres ou de la société dans son ensemble.
Dénonciateur	Personne qui donne l'alerte en révélant les actes répréhensibles à l'intérieur d'une organisation dans l'espoir d'y mettre un terme.
L'exécutif	Organe gouvernemental qui édicte les règlements et fait respecter les lois, met en œuvre la politique publique et conduit au jour le jour les affaires gouvernementales.
Gouvernance	Processus suivi pour prendre les décisions et les mettre en œuvre.
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives. Rassemble les compagnies minières, les gouvernements et la société civile pour publier ce que les compagnies paient et ce que les gouvernements reçoivent.
Industrie extractive	Compagnies d'exploitation de pétrole, de gaz ou de ressources minières.
La justice	Organe gouvernemental qui interprète les lois et administre la justice, en général par l'intermédiaire d'un système judiciaire comprenant les cours et les tribunaux.
Le législatif	Organe gouvernemental qui vote les lois, représente le peuple et supervise l'exécutif.
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement. Huit objectifs internationaux de développement que tous les États membres des Nations Unies ont convenu d'atteindre pour 2015.
PIB	Produit intérieur brut. Valeur commerciale totale des biens et services créés dans un pays.
Politique publique	Politiques adoptées par un gouvernement, elles fixent les mesures qu'il adoptera pour parvenir à certains buts. Souvent appelées politiques publiques.
Pot-de-vin	Proposition, cadeau ou promesse d'un avantage financier ou autre pour encourager celui qui le reçoit à ne pas exécuter sa fonction ou ses activités comme il convient ou pour récompenser cette personne pour avoir déjà agi ainsi.
Société civile	Large éventail d'organisations en dehors de l'État, comprenant les groupes communautaires, les organisations non gouvernementales, les syndicats, les groupes autochtones, les organisations confessionnelles, les associations professionnelles et les fondations.
Suivi budgétaire	Processus d'analyse du budget prévisionnel d'un gouvernement et de suivi de sa mise en œuvre pour veiller à ce que les ressources soient utilisées comme prévu, ainsi que pour chercher à influencer l'allocation des ressources futures.

Introduction

La mauvaise gouvernance et la corruption nous affectent tous. Toutes deux sapent le développement et nuisent souvent davantage aux communautés les plus pauvres.

On croit souvent que rien ne peut être fait pour changer cette situation, que le problème est trop important et que les auteurs sont tout simplement trop puissants. Bien que ces sujets posent indubitablement des défis majeurs, l'église, les citoyens ordinaires et les organisations de la société civile peuvent changer les choses ! D'ailleurs, Dieu a toujours appelé son peuple à prendre le parti des groupes les plus vulnérables de la société et à rechercher la justice (Ésaïe 1.17).

Ce guide expose des actions pratiques qui peuvent être entreprises pour combattre la corruption et relever le défi consistant à placer la justice de Dieu au cœur de notre société. On y trouve les récits de divers groupes un peu partout dans le monde qui ont mis en cause la corruption et milité pour une bonne gouvernance. Il oriente aussi les organisations vers les outils et les ressources qui leur donneront les moyens de s'impliquer davantage dans cet important combat mondial.

LA PREMIÈRE PARTIE présente ce que signifient mauvaise gouvernance et corruption. En ciblant particulièrement leurs conséquences sur les communautés les plus pauvres, elle nous montre en quoi cela nous concerne tous. Elle étudie également le mandat biblique qui nous demande de combattre l'injustice.

LA DEUXIÈME PARTIE présente les moyens de nous impliquer en faveur d'une bonne gouvernance et de combattre la corruption : évaluer et contrôler les politiques gouvernementales, combattre les pots-de-vin ou rechercher la transparence pour ce qui est des paiements des sociétés, versés aux gouvernements, par exemple.

LA TROISIÈME PARTIE propose d'autres ressources, organisations et réseaux.

Ce guide n'est qu'une introduction et d'autres ressources seront mises à disposition sur le site Internet de Tearfund :

<http://tilz.tearfund.org/Research/Governance+and+Corruption>



PARTIE 1 Pourquoi un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption ?

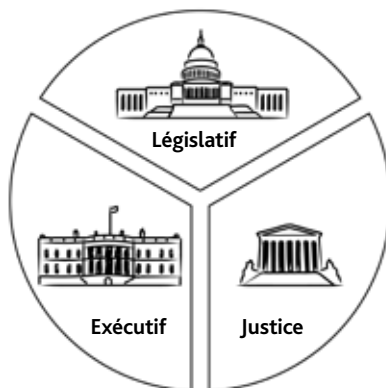
1.1 Qu'entendons-nous par gouvernance et corruption ?

Gouvernance

La gouvernance est une vaste notion liée à la façon dont les décisions sont prises et mises en œuvre, ainsi qu'à la façon dont les citoyens et d'autres organisations sont impliqués dans ce processus.

La plupart des gouvernements peuvent se comprendre comme une réunion de trois institutions ou pouvoirs différents :

- **Le législatif** (Parlement) vote les lois, représente le peuple et supervise l'exécutif.
- **L'exécutif** édicte les règlements et fait respecter les lois, il met en œuvre la politique publique et conduit au jour le jour les affaires gouvernementales. Il comprend le ou les partis politiques au gouvernement, ainsi que la fonction publique.
- **La justice** interprète les lois et administre la justice, en général par l'intermédiaire d'un système judiciaire comprenant les cours et les tribunaux.



Les lois, les politiques et les programmes publics touchant à tous les aspects de la vie, il est clair que la gouvernance est l'affaire de tous les citoyens. Ceci pourrait comprendre des questions aussi variées que la proportion du budget national allouée à la santé, à l'éducation et aux services sociaux ; la protection des forêts et leur éventuelle ouverture au développement ; ainsi que la protection des droits des minorités ethniques et religieuses.

À quoi pourrait ressembler une bonne gouvernance ?

Tearfund croit que pour que la gouvernance contribue au bien-être de tous (également qualifiée de gouvernance pour l'épanouissement de l'humanité), elle doit reposer sur les trois principes centraux que sont la participation, le service et la justice sociale.

- **Participation** : tous devraient participer aux décisions qui affectent leur existence. Pour cela, des mécanismes de reddition de comptes et de transparence sont nécessaires.

- **Service** : le gouvernement devrait exister pour le bien du peuple, non pour celui des personnes au pouvoir. Il devrait être à l'écoute des besoins de la population.
- **Justice sociale** : les politiques devraient être axées sur l'inclusion des secteurs les plus vulnérables de la société. Garantir la justice pour tous en fait partie.

Corruption

La corruption peut s'entendre comme « l'abus du pouvoir qui vous a été confié, pour un gain personnel aux dépens des autres ou de la société dans son ensemble ».¹

On la trouve au Nord comme au Sud et elle se manifeste sous de nombreuses formes : pots-de-vin, blanchiment d'argent, détournement des aides financières, népotisme et contrats secrets, entre autres. Elle peut impliquer les membres de l'administration, les personnalités politiques, le secteur privé, les banques et les agents publics étrangers, les ONG, les églises et les particuliers.

La grande corruption se produit au plus haut niveau de l'autorité politique. Elle est souvent liée au maintien du pouvoir. Elle peut revêtir la forme de détournement de fonds publics, d'entrave à des enquêtes criminelles ou de rédaction de lois ou de politiques pour favoriser des groupes d'intérêts particuliers : systèmes d'imposition favorables aux entreprises, en retour d'un versement financier ou de la promesse de soutien politique, par exemple.

La corruption bureaucratique (ou mineure) se produit du côté de la mise en application des politiques. Elle implique souvent des fonctionnaires qui exigent des versements illégaux d'argent pour, par exemple, délivrer des licences ou des permis, inscrire les enfants à l'école, obtenir l'accès à un traitement médical ou faire sauter une contravention au code de la route.

La corruption passive est celle des fonctionnaires qui ne s'acquittent pas de leurs fonctions en raison de leur absentéisme, d'un faible rendement ou en ne jouant pas leur rôle, par exemple en ne faisant pas respecter, par les usines, les normes environnementales de prévention de la pollution.

Ces manifestations de corruption sont tenues secrètes et leur traitement peut nécessiter plusieurs approches différentes.



Jay Butcher / Tearfund

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Gordon G (2010) *Governance for human flourishing* [Gouvernance pour l'épanouissement de l'humanité], Theos http://campaigndirector.moodia.com/Client/Theos/Files/04_Gordon_Governance.pdf

¹ Tearfund (2010) *Corruption and its discontents: assessing the impact of corruption on people living in poverty* (en anglais) [La corruption et ses mécontents : évaluer l'impact de la corruption sur les personnes vivant dans la pauvreté]

1.2 Conséquences d'une mauvaise gouvernance et de la corruption

La mauvaise gouvernance et la corruption peuvent avoir des conséquences catastrophiques.

Saper les objectifs de développement à long terme

Une mauvaise gouvernance peut saper les efforts de développement, entraver énormément la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Par exemple : le détournement de fonds qui auraient dû servir à construire des centres de santé sape les efforts faits pour réduire la mortalité infantile (OMD 4) car les enfants ont moins de chances de pouvoir être pesés, vaccinés et suivis médicalement.

« La corruption affecte le développement dans notre communauté, parce que les ressources qui proviennent du gouvernement ne servent pas le but auquel elles étaient destinées. C'est ainsi que les routes qui devaient être construites restent en chantier, parce que les représentants du gouvernement empochent l'argent sans faire le travail. »

FEMME REPRÉSENTANTE COMMUNAUTAIRE, DISTRICT DE MEAN CHAY, PHNOM PENH, CAMBODGE

Les populations les plus pauvres et les plus marginalisées endurent les pires conséquences.

La recherche de Tearfund² a montré que la corruption :

- réduit l'accès et la qualité des services publics essentiels comme l'éducation et les services sanitaires
- affecte la répartition des ressources et alimente les inégalités
- sape la confiance et la cohésion sociale, parce que des personnes sont exclues de la participation aux processus politiques
- sape l'efficacité des aides parce que l'argent est détourné
- entrave la croissance économique
- réduit l'accès à la justice, surtout pour les plus pauvres.

Pour l'Afrique seule, le coût de la corruption a été estimé à 148 milliards de dollars par an, soit 25 pour cent du PIB du continent. Ceci correspond approximativement à la perte de 5 000 dollars par seconde.³

2 Tearfund (2010) *Corruption and its discontents: assessing the impact of corruption on people living in poverty* (en anglais) [La corruption et ses mécontents : évaluer l'impact de la corruption sur les personnes vivant dans la pauvreté] Toutes les citations de cette partie proviennent de la même source.

3 Smith, Pieth et Jorge (2007) *Le recouvrement des avoirs volés : un principe fondamental de la Convention des Nations Unies contre la corruption*, note rédigée pour le Centre de ressources anti-corruption U4

Conséquences sur les communautés locales

C'est au niveau des communautés que les conséquences d'une mauvaise gouvernance et de la corruption se ressentent le plus profondément. Pour les plus pauvres de la société, la corruption se manifeste sous de nombreuses formes : malades payant le personnel de la clinique pour obtenir rapidement son attention, privant de traitement d'autres personnes arrivées avant eux ; la police s'attendant à de l'argent pour restituer un véhicule saisi à tort ; ou des écoliers n'ayant pas de table de travail parce que l'argent a été siphonné par les autorités.

« Ici, les centres de santé sont vraiment mauvais. Je ne leur fais pas du tout confiance. Il faut toujours faire la queue pour voir un médecin. Il n'y a de rendez-vous que pour seulement 20 malades par jour, alors il est indispensable d'apporter un cadeau ou quelque chose si on veut être certain d'être examiné. »

FEMME REPRÉSENTANTE
COMMUNAUTAIRE, SAN JUAN DE
LURIGANCHO, LIMA, PÉROU



« Les policiers travaillent en double, c'est-à-dire pour la victime et pour le plaignant. Ils vous demandent de l'argent pour l'essence ou pour le « temps de communication ». C'est pratique courante, quand deux personnes sont impliquées dans une affaire, que celle qui a le plus d'argent est déclarée innocente. »

HOMME REPRÉSENTANT COMMUNAUTAIRE, CHIFUBU, NDOLA, ZAMBIE

Pourquoi traiter ensemble la gouvernance et la corruption ?

La corruption est à la fois une cause et une conséquence de la mauvaise gouvernance. Elle en est une cause en ce qu'elle empêche le gouvernement de remplir son rôle dans la délivrance des services et l'accès à la justice, par exemple. Elle en est une conséquence en ce que des institutions gouvernementales, des lois et des politiques inefficaces (y compris les salaires bas des fonctionnaires) alimentent la corruption et contribuent à la culture de l'impunité.

AUTRES
RENSEIGNEMENTS

- Tearfund (2010) *Corruption and its discontents: assessing the impact of corruption on people living in poverty* (en anglais) <http://tilz.tearfund.org/CorruptionDiscontents>

1.3 Que dit la Bible ?

Justice et vérité

L'aspiration de Dieu pour la justice et sa sollicitude envers les membres les plus vulnérables de la société sont clairement exprimées d'un bout à l'autre de la Bible.

Justice Peu avant que son peuple ne soit libéré d'Égypte, Dieu dit qu'il a entendu « les cris que lui font pousser ses oppresseurs » (Exode 3.7-8). Dans sa déclaration de mission, Jésus s'identifie aux personnes pauvres (Luc 4.16-21). Son aspiration pour la justice signifie que « la balance fausse [lui] est en horreur » (Proverbes 11.1).

Vérité Dieu désire la vérité dans toutes nos relations. Les psaumes parlent de vouloir « que la vérité soit au fond du cœur » (Psaume 51.6), tandis que les prophètes condamnent les sociétés d'où « la vérité a disparu » (Ésaïe 59.15).

Le prophète Michée condamne l'abus des tribunaux qui privent les personnes de leurs moyens de subsistance (Michée 2.2), l'abus de la fonction publique par des pots-de-vin (3.11), la richesse acquise par des pratiques commerciales malhonnêtes (6.10-11) et la conspiration des personnes au pouvoir pour leur avantage personnel (7.3).

Le rôle de l'État

Bien qu'il n'y ait pas dans la Bible de description spécifique de ce qu'est une bonne gouvernance, Romains 13.1-7 nous laisse entrevoir le rôle de l'État en lien direct avec l'aspiration de Dieu pour la justice. C'est-à-dire :

- **Au service du peuple.** Les autorités sont au service de Dieu. Jésus nous a montré l'exemple de ce que veut dire diriger en étant animé par une attitude de serviteur (Philippiens 2.5-11).
- **Pour le bien du peuple.** Les lois et les politiques devraient être orientées vers le bien-être de la société et non vers une gamme d'intérêts particuliers ou personnels.
- **Exercer la justice** pour tous de façon équitable et transparente. Les gouvernements sont appelés à protéger et défendre les droits des membres les plus vulnérables de la société (Psaume 82.3-4).
- **Collecter et gérer les impôts** avec sagesse afin de fournir les services nécessaires. Tout ceci exige des institutions, systèmes et structures qui fonctionnent bien.





Richard Hanson / Tearfund

Le rôle de l'église : sel et lumière

En tant que peuple de Dieu, nous sommes appelés à être sel et lumière (Matthieu 5:13-16), c'est-à-dire à la fois donner le modèle d'une société qui repose sur les valeurs du royaume de Dieu et appeler prophétiquement au changement.

Être le modèle d'une société alternative

demandera que nous vivions les valeurs de Dieu tant en public qu'en privé. Cela exige une cohérence entre ce qui est dit et ce qui est fait, parler vrai en public et en privé, faire preuve d'honnêteté et de transparence dans toutes nos actions, n'accepter ni ne donner de pot-de-vin, payer tous les impôts auxquels nous sommes soumis, etc.

Être une voix prophétique dans la société veut dire tenir les gouvernements pour responsables du mandat que Dieu leur a confié. Une voix prophétique, dans la lignée de celle des prophètes de l'Ancien Testament, est une voix qui s'élève contre l'injustice et qui met en lumière le mal, tout en présentant une espérance pour l'avenir parce qu'elle propose d'autres solutions.

« Il faut rappeler à l'Église qu'elle n'est ni le maître ni la servante de l'État, mais qu'elle en est plutôt la conscience... Elle doit être le guide et la critique de l'État, jamais son instrument. Si l'Église ne retrouve pas son zèle prophétique, elle deviendra un club social dénué d'intérêt, sans autorité morale ou spirituelle. »

MARTIN LUTHER KING (1963) *LA FORCE D'AIMER*

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Tearfund (2002) *The mission of the church and the role of advocacy* [La mission de l'église et le rôle du plaidoyer] <http://tilz.tearfund.org/missionandadvocacy>

1.4 Qu'est-ce qu'un plaidoyer ?

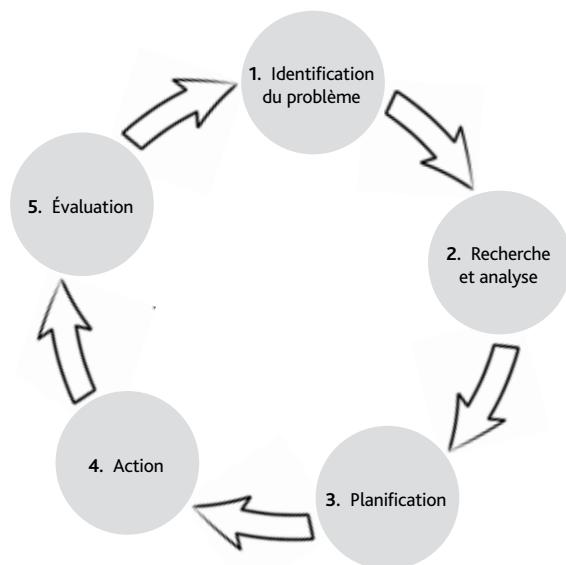
« Un plaidoyer sert à influencer les décisions, les politiques et les pratiques de ceux qui ont le pouvoir afin de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la pauvreté, d'instaurer la justice et de soutenir un bon développement. »⁴

Qu'est-ce qu'implique un plaidoyer ?

Un plaidoyer implique de circonscrire un problème et se demander « pourquoi ? », jusqu'à ce que les causes sous-jacentes du problème aient été découvertes. Une fois cela fait, un plaidoyer efficace exige souvent une recherche pour comprendre le contexte, les causes et les effets de la question que vous cherchez à traiter, ainsi que pour découvrir quelles sont les personnes qui ont le pouvoir de modifier la situation.

Le plaidoyer demande alors une planification soignée de nombreuses activités différentes, comme faire pression, mobiliser l'opinion publique, travailler avec les médias et prier. Son efficacité est généralement maximale quand il est mené en collaboration avec d'autres.

Le cycle du plaidoyer



Les décisions concernant le genre d'activités de plaidoyer que nous choisissons de mener seront guidées par ce qui convient à la culture locale et par le type des changements nécessaires. Il n'est pas nécessaire de le laisser entre les mains de professionnels ou d'experts, bien qu'une certaine expertise technique soit souvent indispensable.

⁴ Selon la définition de Tearfund.

- **Construire des relations (parfois appelé faire pression)** Faire pression peut être considéré comme prendre « un contact direct avec les décideurs ». Il s'agit d'un dialogue et d'une conversation suivie. Selon les divers contextes, ces décideurs peuvent être des responsables gouvernementaux locaux ou nationaux, des chefs d'entreprise, des membres du Parlement, des organisations internationales et des anciens ou chefs de village.

Faire pression peut se décliner en toutes sortes d'activités, dont l'envoi d'un exposé de position, un appel téléphonique ou l'organisation d'un rendez-vous ou d'une réunion publique.

- **Mobiliser l'opinion publique (parfois appelé faire campagne)** Il s'agit de faire participer un grand nombre de personnes à des actions simples de masse pour augmenter la pression sur les décideurs en faveur des changements que nous attendons. Cela peut passer par des dizaines d'activités possibles, comme écrire des lettres, signer des pétitions et faire une campagne par Internet, défilé dans les rues et manifester, ainsi que faire pression en nombre au Parlement.

La sensibilisation n'est pas en soi un plaidoyer, mais elle constitue une étape dans la mobilisation des gens en vue de l'action.

- **Travailler avec les médias** Les médias comprennent la radio, la télévision, les journaux, les magazines et les médias électroniques : courriels, blogs et sites des réseaux sociaux. Les médias constituent une force qui peut renforcer la sensibilisation, façonner l'opinion publique et influencer les décisions de politiques. Travailler avec les médias est un moyen utile pour divulguer le message sur une situation donnée et des solutions possibles.
- **Travailler avec d'autres** L'efficacité est plus grande quand le plaidoyer est entrepris avec d'autres, par des coalitions, des réseaux et des alliances. Cela montre aux décideurs que la préoccupation est plus importante, permet de coordonner les efforts et les ressources, et aussi de réduire les risques potentiels.
- **Prier** La prière est cruciale quand on met en cause les systèmes et les structures qui maintiennent dans la pauvreté les populations pauvres. La prière est l'un des traits distinctifs du plaidoyer chrétien. La prière devrait venir à l'appui de tous les types d'actions et être la base de tout notre travail.



Caroline Irby / Tearfund

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Tearfund (2002) *ROOTS 1 et 2 : Le guide du plaidoyer*
<http://tilz.tearfund.org/Francais/ROOTS/Le+guide+du+plaidoyer.htm>

1.5 Peurs et difficultés

On peut connaître la peur de différentes manières quand on s'engage dans le plaidoyer, en particulier sur le sujet de la corruption. Ceci est compréhensible, surtout dans les pays où l'application des lois est insuffisante, où l'espace de la société civile se rétrécit et où le gouvernement fait preuve d'un respect limité pour les droits humains. Il est important d'avoir conscience des risques encourus et de prendre les précautions qui s'imposent.

Quelques difficultés et peurs :

- menaces sur l'organisation
- risques pour les personnes impliquées
- peur d'agir isolément.



Il y a des solutions pour surmonter certaines de ces difficultés et de ces peurs :

- **Travailler avec d'autres organisations au plan tant local, que national et international.** Cela aide à obtenir du soutien et c'est particulièrement utile pour les organisations plus petites. Les organisations internationales peuvent aussi aider en exerçant une pression externe sur le gouvernement.
- **Construire de bonnes relations avec les décideurs.** Respecter les détenteurs de pouvoir et leur donner des explications claires sur ce qui est fait. Cultiver également les relations avec un large éventail de personnes et d'organisations.
- **Être conscient de ses droits et savoir qui contacter en cas de harcèlement.** Établir des liens avec des organisations qui peuvent apporter des conseils juridiques et un soutien.
- **Veiller à ce que le travail de plaidoyer soit aussi l'affaire de la communauté.** Cela favorise un soutien et un engagement plus larges sur le sujet et, par conséquent, une plus grande protection.
- **Travailler avec les médias.** Votre travail de plaidoyer en sera plus visible et les médias pourront travailler avec vous et jouer leur rôle dans le contrôle public de la corruption.
- **Mettre au point une stratégie organisationnelle du risque.** Cette action vous permettra de repérer les risques potentiels et de mettre au point des stratégies, des systèmes et des protections spécifiques.

PARTIE 2 **Comment mener un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption**

2.1 **Évaluer et contrôler les politiques, programmes et budgets gouvernementaux**

La **politique** d'un gouvernement détermine les mesures qu'il prendra pour réaliser certains objectifs comme l'éducation primaire universelle, la réduction de la mortalité maternelle, l'alimentation en eau potable ou les aides aux petits agriculteurs pour leur permettre l'accès aux marchés. La politique peut être décidée à l'échelon national et / ou local.

Pour mettre en œuvre sa politique, un gouvernement a besoin de **programmes d'actions** ou de **projets** spécifiques accompagnés d'une **enveloppe budgétaire** déterminée.

Bien que les contextes puissent varier, il existe en général des processus annuels pour fixer et revoir les politiques, programmes et budgets gouvernementaux à tous les échelons. Certains gouvernements ont des mesures spéciales pour la participation de la société civile, mais parfois la participation et l'accès aux informations sont moins faciles.

Plusieurs termes décrivent ces processus :

- **suivi des politiques gouvernementales**
- **suivi budgétaire**
- **planification participative.**

Le but principal reste cependant celui d'influencer les politiques et les actions du gouvernement et de suivre leur mise en application.



Samuel Hauerstein Swan

ÉTUDE
DE CAS

**Participation communautaire dans les plans de développement
d'un district au Népal**

La Loi d'autogouvernance locale du Népal (1999) donne aux collectivités le droit d'élaborer des propositions à inclure dans les plans et les budgets locaux et régionaux, droit que de nombreuses collectivités ignorent. UMN, partenaire de Tearfund, a lancé un projet pilote pour sensibiliser à cette loi et faciliter l'apport communautaire au processus de planification.

Sur les 12 propositions locales avancées dans une zone, huit ont reçu un financement direct. Les collectivités ont bénéficié de projets parmi lesquels des améliorations pour l'irrigation, la protection de l'eau potable et une nouvelle salle de classe dans une école locale surpeuplée et manquant de ressources.

Un activiste communautaire, Tej Bahadur Dumrel, a dit : « Dans le passé, certains responsables politiques avaient l'habitude de préparer un plan qui n'était pas efficace pour répondre aux besoins réels au niveau local. Nous ne savions pas même d'où venait le budget et à qui il allait. La majeure partie du budget était sous le contrôle des seuls responsables politiques. Aujourd'hui, c'est différent. »

SUIVI PAR L'ÉLECTRONIQUE ET LES SMS

Internet sert de plus en plus comme outil de suivi des services fournis par l'État.

- Aux Philippines, *Check My School* permet aux élèves, aux parents et aux enseignants de suivre les performances de l'école, et les commentaires sont examinés en toute indépendance et présentés au gouvernement : www.checkmyschool.org
- Au Kenya, un nouveau site, *Huduma* (mot swahili pour « service »), a édité une carte interactive des institutions gouvernementales qui permet de faire des commentaires sur la mise en œuvre des services directement auprès de ces institutions : www.huduma.info

Droit à l'information

Les organismes publics produisent et collectent d'énormes quantités d'informations dans le cadre du fonctionnement quotidien du gouvernement. Ces informations peuvent comprendre des statistiques nationales, les dépenses du gouvernement ou des districts, les comptes-rendus parlementaires, des informations budgétaires et des renseignements sur des services publics comme les écoles, les hôpitaux, etc.

Ces informations peuvent être très précieuses pour demander au gouvernement de rendre des comptes et pour permettre aux citoyens de participer efficacement à la prise de décisions.

De nombreux pays ont des lois qui fixent les droits du public et les procédures à suivre pour demander et recevoir les informations détenues par le gouvernement. Les organisations peuvent utiliser



cette législation pour obtenir des informations utiles. Vous pouvez également interpeller votre gouvernement pour lui demander d'être transparent et de publier les données de façon accessible.

ÉTUDE DE CAS

L'initiative Open Data au Kenya est un portail en ligne où les principales données gouvernementales sont librement accessibles au public. On y trouve le dernier recensement, les statistiques des dépenses nationales et régionales et des informations sur les principaux services publics.
<http://opendata.go.ke>



Pourquoi la société civile devrait-elle s'impliquer ?

L'implication de la société civile à ces processus peut apporter de nombreux avantages. Elle peut :

- façonner les politiques et programmes de développement en fonction des expériences et des besoins locaux
- influencer sur la manière dont les fonds publics sont dépensés
- renforcer une prise démocratique de décisions et conforter la confiance et le dialogue entre les citoyens et le gouvernement
- combattre la corruption et tenir les décideurs pour responsables de la mise en œuvre des plans et budgets votés
- approfondir l'expertise de la société civile.

ÉTUDE DE CAS

L'église au Burkina Faso établit des partenariats pour favoriser le développement

Pendant des années, le Burkina Faso a souffert de l'inaction des décideurs en matière d'eau et d'assainissement, mais cela a changé grâce au plaidoyer par les églises soutenues par ACCEDES, partenaire de Tearfund. Leurs efforts ont conduit à ce que l'hygiène et l'assainissement soient introduits, pour la première fois en janvier 2008, comme un poste budgétaire spécifique de l'autorité locale. Aujourd'hui, certaines églises sont des parties prenantes régulières dans la prise de décisions régionales. Le gouvernement reconnaît de plus en plus le rôle précieux que l'église peut jouer et les officiels la décrivent comme un « partenaire plein de bonne volonté » dans le développement de leur pays.

Comment s'impliquer

Il existe de nombreuses et diverses façons d'influencer les politiques et les budgets d'un gouvernement.



Les organisations et les églises, pour qui ce genre de travail est plus ou moins nouveau, feraient mieux de commencer là où leur organisation a de l'expérience, que ce soit le plaidoyer à l'échelon national ou local, sur un sujet ou avec un groupe particuliers.

Les actions peuvent inclure :

- participer à la rédaction et au suivi du plan de développement du district
- rencontrer les élus locaux pour leur demander de rendre compte de l'emploi qu'ils font du budget pour le développement
- demander aux écoles et autres institutions de publier leur budget dans un lieu public
- travailler avec les médias pour qu'ils jouent un rôle plus grand dans le suivi des dépenses gouvernementales
- faire un plaidoyer pour une législation efficace en matière du droit de tous à l'information
- examiner la formulation et la mise en œuvre de la politique concernant un secteur, par exemple : la santé ou l'éducation. Ceci peut être entrepris à l'échelon local, régional ou national.

ÉTUDE DE CAS

Suivi des dépenses pour l'éducation en Zambie

Dans le district de Ndola en Zambie, il était devenu évident que les fonds gouvernementaux alloués n'atteignaient pas les écoles communautaires. Le Défi Michée zambien a accompagné des responsables d'église pour qu'ils rencontrent les officiels du district pour l'éducation afin de leur remettre la preuve documentée de ce fait et de demander le déclenchement d'une enquête.

Les responsables d'église ont décidé de sensibiliser à cette situation par le moyen des programmes de la radio locale, et récoltant des signatures sur une pétition et en rencontrant le député local et un représentant du ministère de l'éducation. Suite à cela, le ministre de l'éducation a présenté un amendement à la loi sur l'éducation.

Le Défi Michée zambien suit l'évolution de cette législation et continue à travailler avec les responsables d'église pour suivre les ressources reçues par les écoles de Ndola.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- CAFOD, Christian Aid, Trocaire (2005) *Monitoring government policies: a toolkit for civil society organisations in Africa* [Suivre les politiques gouvernementales : une trousse à outils pour les organisations de la société civile en Afrique] <http://cdg.lathyrus.co.uk/docs/MonitorGovPol.pdf>
- Consulter l'International Budget Partnership, pour des informations sur le cycle de budget, l'analyse du budget et le plaidoyer : <http://internationalbudget.org>
- PRIA Global Initiative on Citizenship and Democracy [PRIA Initiative mondiale sur la citoyenneté et la démocratie] : www.pria.org/about-pria/our-divisions/pgp
- Right2info.org [Droit aux infos] donne des informations sur la législation du droit à l'information, la jurisprudence et les procédures : www.right2info.org (en anglais)

2.2 Combattre la corruption

Qu'est-ce qu'un pot-de-vin ?

Un pot-de-vin est le fait de proposer, donner ou promettre un avantage financier ou autre pour encourager celui qui le reçoit à ne pas exécuter sa fonction ou ses activités comme il convient ou pour récompenser cette personne pour avoir déjà agi ainsi. Il peut avoir pour origine la personne qui offre le pot-de-vin ou celle qui le demande.⁵

Les pots-de-vin servent à obtenir des avantages indus dans de nombreuses situations, comme obtenir ou conserver un contrat de façon malhonnête ; fermer les yeux sur une action illégale ; obtenir un certificat ou un passeport en contournant le processus normal ; ou accéder à un service plus rapidement que les autres.

C'est une forme commune et souvent très visible de corruption. Selon la Banque mondiale,⁶ on estime à 1 billion de dollars la somme versée en pots-de-vin chaque année. Ils ont des effets dévastateurs sur le développement parce qu'ils :

- sapent une gouvernance juste et stable
- sapent l'État de droit, puisqu'il est possible « d'acheter » la justice
- débouchent sur une moindre qualité des services publics
- conduisent à un accès inégal aux services publics, ceux qui peuvent se le permettre ayant la possibilité de « corrompre » d'autres pour un accès plus rapide aux services.



Jay Butcher / Tearfund

Engagements internationaux à lutter contre la corruption

Au plan international, de nombreux pays se sont engagés à lutter contre la corruption en signant la Convention des Nations Unies contre la corruption (voir pages 27–28) et la Convention de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) contre la corruption d'agents publics.

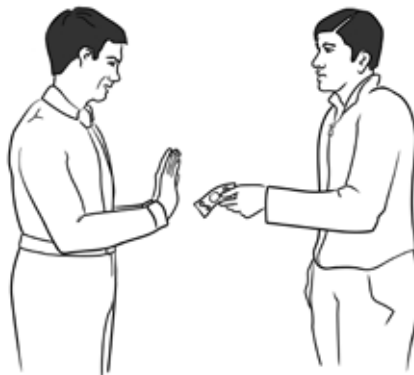
Ceci signifie qu'ils ont accepté d'entreprendre des démarches actives pour mettre en œuvre des lois et d'autres mesures pour criminaliser la corruption. Le défi consiste à pousser les gouvernements à suivre ces engagements.

⁵ Définition tirée des cadres de l'OCDE et de la loi britannique contre la corruption.

⁶ Banque mondiale (2004) *Le coût de la corruption*

Comment s'impliquer

- **S'engager à ne pas participer à la corruption**, que ce soit en tant que particulier, organisation ou église. Rechercher des idées sur le site Internet « Unashamedly Ethical » [Éthique sans complexes] : www.unashamedlyethical.com (en anglais)



- **Plaider en faveur de la mise en œuvre et l'application d'une législation nationale forte contre la corruption.**

Bien que de nombreux pays aient décidé de prendre des mesures contre la corruption, la mise en application est encore faible. Il est donc important de travailler avec le gouvernement pour veiller à ce qu'il vote les lois et les fasse appliquer efficacement.

- **Sensibiliser aux moyens dont on dispose pour dénoncer la corruption.** Il existe des initiatives, en nombre croissant, qui aident les personnes à dénoncer des cas de corruption. Sensibilisez votre communauté à ces initiatives.
- **Innover de nouveaux moyens pour dénoncer la corruption.** Si votre communauté n'a pas de mécanisme permettant aux particuliers de dénoncer anonymement la corruption, étudiez des moyens qui rendraient possible cette démarche. Il pourrait s'agir de hotlines téléphoniques, d'un service de messagerie / SMS ou d'un portail Internet. Les dénonciations de corruption pourraient être relayées aux autorités anti-corruption ou au ministère adéquat, et servir à mettre en évidence les domaines les plus enclins à la corruption et nécessitant une action urgente. Vous trouverez des idées techniques sur Tactical Tech : www.tacticaltech.org

ÉTUDE DE CAS

Dénonciation de pots-de-vin en Inde

En Inde, le site Internet www.ipaidabribe.com [J'ai versé un pot-de-vin] donne à la population la possibilité de parler de ses expériences dans ce domaine. Depuis sa mise en service, des milliers d'expériences de pot-de-vin ont été racontées.

Très tôt, une série d'articles concernant des pots-de-vin versés à des responsables des transports a poussé le commissaire chargé des transports dans l'État de Karnataka à utiliser le site Internet pour repérer les procédures les plus touchées par la corruption. Il s'en est suivi la mise en garde de 20 responsables supérieurs et l'introduction de nouvelles technologies pour minimiser le versement de pots-de-vin.

Le site Internet a un autre avantage social : il est fait état de citoyens qui ont évité de verser un pot-de-vin par le simple fait de mentionner le site aux officiels qui en demandaient.

2.3 Travailler avec les parlementaires

Quel est le rôle du Parlement ?

Le Parlement (le législatif) est l'institution devant laquelle un gouvernement est tenu de rendre des comptes à ses citoyens. Les parlementaires (membres du Parlement, du Congrès ou du Sénat) ont une responsabilité triple : représenter les citoyens, contrôler l'exécutif et voter les lois. Il s'ensuit que pour améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption, tous ces éléments doivent travailler efficacement.

La recherche de Tearfund⁷ a montré que de nombreux parlementaires n'utilisent pas leurs pouvoirs pour combattre la corruption. La conséquence est que personne ne demande de comptes à l'exécutif, les parlementaires ne poussent pas pour une législation anti-corruption, et les soucis des citoyens ne sont pas traités.

Un certain nombre de facteurs peuvent expliquer le manque d'engagement des parlementaires, y compris :

- un manque de sensibilisation et de connaissance sur la façon de lutter contre la corruption
- les risques associés à la mise en cause de la corruption.
Le fait que certains disent que c'est une décision de politique partisane (souvent présentée comme une opposition à l'exécutif) amène certains parlementaires à être peu enclins à voir leur nom y être associé.

Comment s'impliquer

Les organisations peuvent travailler à conforter le Parlement et à encourager les élus à jouer leur rôle dans la lutte contre la corruption.

Ceci peut inclure :

- **Insister auprès des parlementaires pour qu'ils jouent un rôle actif dans la lutte contre la corruption.** Pour ces parlementaires, cela peut vouloir dire participer activement au contrôle financier au niveau national, être l'initiateur d'une législation anti-corruption, suivre la mise en application, par le gouvernement, des engagements de la CNUCC ou engager leurs électeurs dans le travail anti-corruption, p. ex. : en élaborant un plan d'action anti-corruption dans la circonscription.



Ralph Hodgson / Tearfund

⁷ Tearfund (2011) *Better together : evidence of the crucial role that citizens play in fighting corruption* [Mieux ensemble : preuve du rôle crucial que les citoyens jouent dans la lutte contre la corruption]

- **Encourager les parlementaires à rejoindre l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC).** Il s'agit d'une organisation internationale qui enrôle, informe et soutient les parlementaires dans leurs efforts pour combattre la corruption. L'engagement dans la GOPAC fournit aux parlementaires des connaissances importantes, des solutions pratiques et une plateforme apolitique à partir de laquelle ils pourront mettre en cause la corruption. L'organisation encourage la formation de chapitres nationaux et régionaux.
- **Faciliter le dialogue entre les communautés et les élus.** Ce dialogue permettrait aux communautés de tenir les parlementaires pour responsables de leurs actions et aiderait à traiter la relation souvent fragmentée entre l'État et les citoyens.



ÉTUDE DE CAS

Renforcer la surveillance parlementaire au Royaume-Uni

Tearfund a travaillé avec les parlementaires britanniques pour lancer un groupe parlementaire de tous les partis (APPG) contre la corruption, qui fait fonction de lien britannique avec la GOPAC. Ce groupe de parlementaires s'est engagé à jouer son rôle dans la lutte contre la corruption en sensibilisant sur le sujet et en demandant à l'exécutif de rendre des comptes sur ses efforts contre la corruption.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Tearfund (2011) *Better together : evidence of the crucial role that citizens play in fighting corruption* [Mieux ensemble : preuve du rôle crucial que les citoyens jouent dans la lutte contre la corruption] <http://tilz.tearfund.org/BetterTogether>
- Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) : www.gopacnetwork.org/fr/
- Réseau des parlementaires africains contre la corruption, chapitre régional de la GOPAC : www.apnacfrica.org

2.4 S'impliquer dans les élections

Les élections sont importantes parce qu'elles permettent à tous les citoyens de choisir les représentants qu'ils veulent avoir, voire de se présenter eux-mêmes aux élections.

S'impliquer dans les élections ne se réduit pas à se présenter pour voter le jour des élections. C'est un long processus qui comprend l'inscription sur les listes électorales, l'éducation des électeurs, le suivi des élections et le suivi continu des politiques défendues par les candidats élus. Afin d'avoir le maximum d'efficacité dans la perspective d'un changement durable, il faut que ce processus s'inscrive dans une stratégie plus large de plaidoyer.

Comment s'impliquer

- **Inscription sur les listes électorales** Beaucoup de gens sont empêchés de voter parce qu'il leur manque des papiers ou que ceux-ci sont périmés, ou encore parce qu'ils ne se sont pas inscrits ou n'ont pas les moyens financiers pour se rendre sur le lieu de vote. Les églises ou les organisations locales qui travaillent avec les collectivités peuvent jouer un rôle important en aidant les gens à réunir les papiers d'identité nécessaires et à s'inscrire auprès des autorités compétentes.

ÉTUDE DE CAS

Fournir les papiers à des communautés autochtones au Pérou

Paz y Esperanza, Pérou, s'est associée au Registre national d'identité (RENIEC) pour organiser des campagnes de documentation dans des collectivités autochtones isolées de l'Aguaruna. Il s'en est suivi que 1 500 personnes, dont la moitié de femmes, ont obtenu leurs papiers d'identité. Ces personnes ont donc pu non seulement voter, mais aussi inscrire formellement leurs enfants à l'école et obtenir l'accès aux services nationaux de santé.

- **Éducation des électeurs** Dans les semaines qui précèdent les élections, les candidats se rendent souvent dans les collectivités, pour faire des cadeaux ou des promesses pour obtenir des voix. Dans les pires cas, cela peut devenir un jeu où les électeurs votent pour les candidats qui donnent les meilleurs cadeaux ou font les plus grandes promesses (même s'ils sont incapables de les tenir).



Graham Gordon / Tearfund



Un moyen d'encourager les gens à utiliser leur voix avec sagesse et en fonction des politiques des candidats consiste à organiser une rencontre où tous les candidats potentiels pour une collectivité, un district ou une région sont invités à présenter leur programme et à répondre aux questions. Les églises ont souvent été des lieux populaires pour tenir de telles rencontres et les responsables chrétiens se voient souvent demander de les présider.

- **Suivi des élections** Il est connu que des urnes disparaissent ou sont remplies de bulletins en multiples exemplaires, que des gens sont empêchés de voter par la menace et que les données sont mal entrées dans les systèmes informatiques. Ces actions sapent la confiance des gens, peuvent provoquer la violence et ont souvent conduit les groupes les plus puissants à obtenir ou garder le pouvoir par le trucage électoral.

Un contrôle indépendant de l'ensemble du processus électoral est donc nécessaire : mouvement des urnes, processus de décompte, enregistrement des résultats électoraux et leur divulgation.

Graham Gordon / Tearfund

ÉTUDE DE CAS

Suivi des élections au Liberia

Le partenaire de Tearfund, Association des Évangéliques au Liberia (AEL) a formé les pasteurs dans tout le Liberia sur la nécessité de voter et les a informés sur le moyen de le faire. L'AEL a reçu l'accréditation officielle de la Commission électorale pour agir en tant que contrôleurs indépendants des élections pendant l'élection présidentielle. Les pasteurs qu'elle avait formés ont pu participer au contrôle des centres de vote. Quand l'élection a été contestée, les églises ont également joué un rôle de médiation parce qu'on leur faisait confiance et qu'on les considérait comme neutres.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Institut National Démocratique : www.ndi.org/informez_vous_sur_le_ndi
- Institute for Democracy and Electoral Assistance : www.idea.int/elections
- Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa : www.eisa.org.za

2.5 Transparence des versements des sociétés extractives

Quel est le problème ?

Environ 3,5 milliards de personnes vivent dans des pays riches en pétrole, gaz et minerais. Les revenus provenant de ces secteurs créent souvent une énorme richesse dont, trop souvent, la population locale ne bénéficie pas. En fait, pour les personnes qui vivent dans les collectivités où se trouvent ces ressources, l'extraction peut provoquer des problèmes sociaux et environnementaux.

Les raisons de cette injustice sont nombreuses : fonds siphonnés par des pratiques corrompues, compagnies payant des taxes très faibles, conflits sur les ressources naturelles, piètre gouvernance institutionnelle, etc.

« En 2008, les exportations de pétrole et de minerais en provenance d'Afrique étaient estimées à 393 milliards de dollars,⁸ près de neuf fois la valeur de l'aide internationale (44 milliards de dollars) pour le continent. »

Comment la transparence peut-elle contribuer au développement ?

Une transparence accrue peut aider à traiter cette injustice en exigeant une reddition publique de comptes en ce qui concerne le revenu généré par l'extraction.

Les rapports sur les paiements devraient stimuler le débat sur le rôle de l'industrie extractive dans le développement et sur ce que recevoir un traitement équitable signifie pour les collectivités. L'église et d'autres groupes de la société civile ont un rôle important à jouer pour garantir le bon usage des ressources.

« J'ai passé des années à dire aux gens que nous avons un problème pour vérifier les comptes et contrôler notre secteur extractif... Nous ne pouvons remporter le débat ni même commencer à résoudre le moindre problème si nous n'avons pas le minimum d'information à verser au débat. »

SÉNATEUR JORGE ROBLEDO, MEMBRE DU PARLEMENT NATIONAL COLOMBIEN



Jay Butcher / Tearfund

8 OMC (2009) *Statistiques du commerce international* p. 59

Quelles sont les actions en cours ?

- **Constitution de rapports par le biais de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE)** L'ITIE rassemble des gouvernements, des industries et la société civile de divers pays. Les compagnies extractives publient le versement des taxes et les agences nationales du gouvernement les reçoivent de ces versements. Les chiffres sont vérifiés par un organisme indépendant, ils sont publiés et toute divergence fait l'objet d'une investigation. La société civile peut utiliser ces informations pour demander des comptes au gouvernement.

ÉTUDE DE CAS

En Tanzanie, le rapport 2011 de l'ITIE montrait que les travailleurs de l'industrie minière payaient plus d'impôts que les compagnies minières. Cela a mis l'étincelle à un débat national sur les lois minières.

- **Lois sur l'obligation de publier des rapports** En 2010, les États-Unis ont adopté la loi Dodd-Frank et, en 2011, l'Union Européenne a publié des propositions pour réviser sa Directive Transparence relativement à la publication des comptes. Cette législation rendra obligatoire la publication des paiements effectués, par toutes les compagnies extractives inscrites en bourse aux États-Unis et dans l'UE, concernant tous les projets dans tous les pays où elles sont à l'œuvre.

La coalition Publiez Ce Que Vous Payez rassemble des groupes de la société civile de plus de 50 pays pour travailler sur ces questions et faire pression pour une législation à portée mondiale.

Comment s'impliquer

- Demandez si votre pays est membre de l'ITIE. Si la réponse est oui, utilisez les données de l'ITIE pour encourager le débat public. Sinon, encouragez le gouvernement à en faire partie.
- Entrez dans la coalition Publiez Ce Que Vous Payez.
- Demandez aux compagnies de fournir les informations concernant leurs versements au gouvernement local, régional ou national.
- Divulgez les informations pertinentes aux collectivités locales pour les aider à entamer le débat avec les entreprises et le gouvernement. Présentez-les de façon accessible.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Tearfund (2011) *Unearth the truth: making extractive industries work for all* [Exhumer la vérité : rendre les industries extractives avantageuses pour tous] <http://tilz.tearfund.org/UnearthTruthReport>
- Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives : www.eiti.org/fr
- Coalition Publiez Ce Que Vous Payez : www.publishwhatyoupay.org/fr



2.6 Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC)

Qu'est-ce que la CNUCC ?

La Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) est l'accord mondial le plus complet sur la corruption qui, s'il était mis en œuvre, pourrait réduire énormément la corruption, tant au niveau national qu'international. La Convention est entrée en vigueur en 2005 et plus de 150 États l'ont signée.



La Convention couvre :

- la **prévention**, y compris l'institution d'organismes anti-corruption, des recommandations pour la tenue des campagnes électorales et des mécanismes pour dénoncer la corruption, ainsi que l'engagement à faire participer la société à la lutte contre la corruption
- la **criminalisation** et la **mise en application**, y compris des engagements à s'attaquer aux pots-de-vin et à protéger les personnes qui font des dépositions sur des cas de corruption (les dénonciateurs)
- la **coopération internationale** entre les États, y compris les enquêtes, instructions et poursuites
- le **recouvrement de capital** : des actions pour récupérer les sommes provenant de la corruption qui sont à l'abri ailleurs, souvent à l'étranger.

ÉTUDE DE CAS

Bilans nationaux

Les États se sont engagés à faire connaître leurs progrès dans la mise en application de la Convention. Ils le font par l'intermédiaire d'un processus de bilan de la Convention. Dans un processus destiné à mettre en lumière les domaines de faiblesse dans la mise en application et à donner des pistes sur des améliorations possibles, 30 pays environ sont étudiés chaque année.

Difficultés de la mise en application

La corruption sévit encore dans de nombreux pays. Il est clair que la Convention n'est pas mise en application et n'a pas l'impact attendu. Le principal problème demeure la mise en application à l'échelon national. De nombreux États ne tiennent simplement aucun compte de leurs engagements.

On peut l'attribuer à divers facteurs : citoyens qui n'ont pas conscience de l'existence de la CNUCC ; institutions gouvernementales inefficaces ou manquant de ressources ; manque d'ouverture et de participation au processus de bilan ; membres du Parlement non sensibilisés ; puissance des droits acquis et des systèmes de secret qui alimentent la corruption.

Comment s'impliquer

- **S'informer** si votre pays a signé et ratifié la Convention. Sinon, en appeler à votre gouvernement pour qu'il le fasse dès que possible.
- **Promouvoir la Convention** auprès des citoyens, des églises, des organisations, etc. Cela permettra aux citoyens de demander des comptes à leurs dirigeants quant à son application à l'échelon local.
- **Demander un rapport annuel au Parlement** sur les progrès du gouvernement dans la lutte contre la corruption et la mise en application de la CNUCC. Cela permettra aux élus de suivre et d'examiner avec soin ce que fait le gouvernement.
- **Demander une législation nationale** en accord avec la Convention. La faible volonté de l'État à protéger à la fois les personnes qui rapportent des cas de corruption et celles qui en sont les témoins constitue l'un des points de faiblesse les plus fréquents.
- **Participer au processus de bilan national.** Cela pourrait impliquer la rédaction d'un rapport parallèle à celui qui est préparé par l'État, ainsi que la demande d'une visite du pays par les pays pairs participant au même mécanisme d'évaluation et la demande de les rencontrer. Il est également important que la totalité du rapport final soit rendue publique et soumise au débat.



Caroline Iby / Tearfund

ÉTUDE DE CAS

Des agents publics déclarent leurs biens au Zimbabwe

Au Zimbabwe, des organisations de la société civile ont eu recours à des campagnes médiatiques et à la distribution de tracts pour mobiliser les citoyens afin qu'ils appellent aux agents publics pour qu'ils respectent leurs engagements relatifs à la CNUCC. Les citoyens leur ont demandé de déclarer leurs biens, en invoquant leurs obligations selon l'article 8 de la CNUCC. En réponse à cette action citoyenne, 13 ministres ont déclaré publiquement leurs biens.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Convention des Nations Unies contre la corruption : www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50027_F.pdf
- Liste des signataires de la CNUCC : www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/signatories.html

PARTIE 3 Prochaines étapes

Nous espérons que la lecture de ce guide vous a donné des idées sur ce qu'il est possible de faire – et d'ailleurs ce qui se fait déjà – pour combattre la corruption et rechercher une gouvernance qui bénéficie à toute la population, pas seulement à quelques privilégiés. Dans ce cas, peut-être envisagerez-vous quelques-unes des étapes suivantes :

- Apprendre à mieux connaître ce qu'est un plaidoyer en lisant *Le Guide du plaidoyer* de Tearfund (*ROOTS 1* et *2*). Il donne d'autres informations sur l'importance du plaidoyer et la façon de l'entreprendre.
- Vous mettre en réseau avec d'autres organisations qui travaillent sur les questions liées à la gouvernance et à la corruption et parler ensemble de ce que vous pouvez faire en commun.
- Donner l'exemple des meilleures pratiques en termes de transparence, de reddition de comptes et de participation. Si vous dites aux autres ce que vous pensez qu'ils doivent faire, vous devez être prêt à ce que votre organisation et son travail soient pris en exemple.
- Essayer de voir comment vous pourriez vous impliquer sur l'une ou l'autre des questions abordées dans ce guide, celles qui semblent les plus pertinentes dans votre travail actuel. Envisagez d'élaborer une stratégie intérimaire de plaidoyer sur six mois qui se concentrera sur la recherche, la prise de contacts et la mise en réseau.
- Intégrer le plaidoyer dans votre travail régulier de développement, afin qu'il soit en accord avec le reste de votre travail et repose sur l'expertise existante.
- Contacter quelques-unes des organisations citées dans ce guide pour voir comment elles travaillent dans votre pays.
- Chercher à acquérir une meilleure compréhension du contexte politique national, en recherchant ce qui existe en matière de cadres, institutions et structures politiques, et en matière d'engagements envers des normes internationales comme la CNUCC.



Organisations et réseaux utiles

- CIVICUS : World Alliance for Citizen Participation [Alliance mondiale pour la participation des citoyens]
www.civicus.org
- Coalition de la CNUCC
www.uncaccoalition.org/fr
- Coalition Publiez Ce Que Vous Payez
www.publishwhatyoupay.org/fr
- Défi Michée
www.defimichee.fr/
- Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa [Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique]
www.eisa.org.za
- Institut de la Banque mondiale (recherche : gouvernance)
<http://www.banquemondiale.org/>
- Institute for Democracy and Electoral Assistance [Institut pour la démocratie et l'aide électorale]
www.idea.int
- Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
www.eiti.org/fr
- International Budget Partnership [Partenariat international de budget]
www.internationalbudget.org
- National Democratic Institute [Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales]
www.ndi.org
- Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC)
www.gopacnetwork.org/fr/
- PNUD : Gouvernance démocratique
www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/democraticgovernance/overview.html
- PRIA – Society for Participatory Research in Asia [Société pour la recherche participative en Asie]
www.pria.org
- Réseau des parlementaires africains contre la corruption
www.apnacafrika.org
- Right2info.org
www.right2info.org
- Transparency International [Transparence internationale]
www.transparency.org
- Unashamedly Ethical [Éthique sans complexes]
www.unashamedlyethical.com

Autres renseignements

Ressources générales de Tearfund sur le plaidoyer

- *ROOTS 1 et 2 : Le guide du plaidoyer* (2002)
<http://tilz.tearfund.org/Topics/Advocacy>
- *The mission of the church and the role of advocacy* (2002) [La mission de l'église et le rôle du plaidoyer]
<http://tilz.tearfund.org/Francais/ROOTS/Le+guide+du+plaidoyer.htm>

Ressources de Tearfund sur la gouvernance et la corruption

- *Corruption and its discontents: assessing the impact of corruption on people living in poverty* (en anglais) (2010) [La corruption et ses mécontents : évaluer l'impact de la corruption sur les personnes vivant dans la pauvreté]
- *Better together : evidence of the crucial role that citizens play in fighting corruption* (2011) [Mieux ensemble : preuve du rôle crucial que les citoyens jouent dans la lutte contre la corruption]
- *Unearth the truth: making extractive industries work for all* [Exhumer la vérité : rendre les industries extractives avantageuses pour tous] (2011)
- *Pourquoi un plaidoyer sur la gouvernance et la corruption ?* (2012)

Toutes ces ressources sont disponibles sur le site Internet Tearfund International Learning Zone : <http://tilz.tearfund.org/Research/Governance+and+Corruption>



Jay Butcher / Tearfund

Autres ressources et renseignements

- CAFOD, Christian Aid, Trocaire (2007) *Monitoring government policies: a toolkit for civil society organisations in Africa* [Suivre les politiques gouvernementales : une trousse à outils pour les organisations de la société civile en Afrique]
- Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics dans les transactions commerciales internationales
www.oecd.org/document/20/0,3746,fr_2649_34859_2649236_1_1_1,100.html
- Convention des Nations Unies contre la corruption
www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50027_F.pdf



tearfund

www.tearfund.org

100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni

Tel : +44 (0)20 8977 9144

Œuvre no. 265464 (Angleterre et Pays de Galles)

Œuvre no. SC037624 (Écosse)

20768-(0512)